



CHAPITRE 45

Loi des relations du travail dans l'industrie de la construction

[Sanctionnée le 18 décembre 1968]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

DÉFINITIONS

Interprétation:

« association »;

« association représentative »;
« catégorie »;

« comité »;

« construction »;

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) « association »: un syndicat professionnel, une union, fédération ou confédération de tels syndicats, un groupement de salariés non constitué en corporation, un conseil de métiers, un conseil provincial de métiers ou fédération de tels groupements, un groupement d'employeurs constitué ou non en corporation ou fédération de tels groupements, ayant pour but l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et éducatifs de ses membres;

b) « association représentative »: une association visée au chapitre III de la présente loi;

c) « catégorie »: chacun des groupes d'employeurs représentés par les associations énumérées aux paragraphes c, d, e, f et g de l'article 5 ou susceptibles de l'être par une association semblable;

d) « comité »: le comité paritaire constitué à la suite d'un décret;

e) « construction »: les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de réno-

CHAPTER 45

Construction Industry Labour Relations Act

[Assented to 18th December 1968]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

CHAPTER I

DEFINITIONS

Interpretation:

1. In this act, unless the context requires a different meaning, the following words and expressions mean:

(a) "association": a professional syndicate, a union, federation or confederation of such syndicates, an unincorporated group of employees, a trades council, a provincial trades council or federation of such groups, a group of employers whether incorporated or not, or a federation of such groups, having as object the study, defence and development of the economic, social and educational interests of its members;

(b) "representative association": an association contemplated in chapter III of this act;

(c) "class": each of the groups of employers represented by the associations mentioned in sub-paragraphs c, d, e, f and g of section 5 or capable of being represented by a similar association;

(d) "committee": the parity committee constituted as a result of a decree;

(e) "construction": the foundation, erection, maintenance, renewal, repair,

"association";

"representative association";
"class";

"committee";

"construction";

vation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments et d'ouvrages de génie civil exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol;

« convention collective »; f) « convention collective »: une entente écrite relative aux conditions de travail conclue en vue d'un décret entre une ou plusieurs associations de salariés représentatives et une ou plusieurs associations d'employeurs représentatives;

« décret »; g) « décret »: l'arrêté ministériel adopté en vertu de la présente loi et rendant obligatoire ou modifiant une convention collective ou modifiant, prolongeant ou abrogeant un décret;

« différend »; h) « différend »: une mésentente relative à la négociation d'une convention collective;

« employeur »; i) « employeur »: quiconque, y compris le gouvernement du Québec, fait exécuter un travail par un salarié;

« employeur professionnel »; j) « employeur professionnel »: un employeur dont l'activité principale est d'effectuer des travaux de construction et qui emploie habituellement des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet d'un décret ou, à défaut, d'une convention collective;

« exploitation agricole »; k) « exploitation agricole »: une ferme mise en valeur habituellement par l'exploitant lui-même ou par l'entremise de moins de trois salariés embauchés de façon continue;

« grève »; l) « grève »: la cessation concertée de travail par un groupe de salariés;

« grief »; m) « grief »: toute mésentente portant sur l'un des sujets mentionnés à l'article 30 ou, à défaut de décret, toute mésentente relative à l'interprétation ou à l'application d'une convention collective;

« lock-out »; n) « lock-out »: le refus par un employeur de fournir du travail à un groupe de salariés qu'il emploie en vue de les contraindre à accepter certaines conditions de travail ou de contraindre pareillement des salariés d'un autre employeur;

« ministre »; o) « ministre »: le ministre du travail et de la main-d'oeuvre;

« salaire »; p) « salaire »: la rémunération en monnaie courante et les indemnités ou avantages ayant une valeur pécuniaire que détermine un décret;

alteration and demolition work on buildings and civil engineering works carried out on the job site itself and vicinity including the previous preparatory work on the ground;

(f) "collective agreement": an agreement in writing respecting conditions of employment made with a view to a decree between one or more representative associations of employees and one or more representative employers' associations;

(g) "decree": an order-in-council adopted under this act and making obligatory or amending a collective agreement or amending, extending or repealing a decree;

(h) "dispute": a disagreement respecting the negotiation of a collective agreement;

(i) "employer": anyone, including the Government of the Province of Québec, who has work done by an employee;

(j) "professional employer": an employer whose main activity is to do construction work and who habitually employs employees for any kind of work which is the object of a decree, or, failing a decree, of a collective agreement;

(k) "agricultural exploitation": a farm habitually developed by the farmer himself or through fewer than three full-time employees;

(l) "strike": the concerted cessation of work by a group of employees;

(m) "grievance": any disagreement relating to any of the matters mentioned in section 30, or, failing a decree, any disagreement respecting the interpretation or application of a collective agreement;

(n) "lock-out": the refusal by an employer to give work to a group of his employees in order to compel them, or the employees of another employer, to accept certain conditions of employment;

(o) "Minister": the Minister of Labour and Manpower;

(p) "wage": the remuneration in currency, and the indemnities or benefits of a pecuniary value as determined in a decree;

« salarié »;

(q) « salarié »: tout apprenti, manoeuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société;

« salarié permanent d'entretien ».

(r) « salarié permanent d'entretien »: tout salarié préposé habituellement à des travaux d'entretien de bâtiments ou d'ouvrages de génie civil.

(q) "employee": any apprentice, unskilled labourer or workman, skilled workman, journeyman, artisan, clerk or employee, working individually or in a crew or in partnership;

(r) "permanent maintenance employee": "permanent employee habitually entrusted with maintenance work on buildings or civil engineering works."

CHAPITRE II

CHAMP D'APPLICATION

Industrie de la construction.

2. La présente loi s'applique aux employeurs et aux salariés de l'industrie de la construction; toutefois, elle ne s'applique pas aux exploitations agricoles ni aux salariés permanents d'entretien embauchés directement par un employeur autre qu'un employeur professionnel.

Conditions de travail.

3. Les conditions de travail des salariés de l'industrie de la construction sont régies par décret ou, à défaut de décret, par convention collective ou par ordonnance.

Exceptions à S.R., c. 141.

Une association de salariés de l'industrie de la construction ne peut être accréditée en vertu des articles 20 à 39 du Code du travail, ni conclure une convention collective en vertu dudit code.

CHAPTER II

SCOPE

2. This act shall apply to employers and employees in the construction industry; but it shall not apply to agricultural exploitations or permanent maintenance employees hired directly by an employer other than a professional employer.

3. The conditions of employment of the employees in the construction industry shall be governed by decree or, failing a decree, by collective agreement or ordinance.

No association of employees in the construction industry shall be certified under sections 20 to 39 of the Labour Code or make a collective agreement under the said Code.

CHAPITRE III

ASSOCIATIONS REPRÉSENTATIVES

Caractère représentatif d'une association.

4. Le ministre apprécie le caractère représentatif d'une association en considérant l'ensemble des salariés ou des employeurs de l'industrie de la construction dans tout le territoire du Québec ou, selon le cas, dans le champ d'application territorial d'un décret et en tenant compte des effectifs et des cotisations perçues.

Procédure.

Le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation des parties peut adopter des règlements établissant la procédure que doit suivre toute association désireuse de faire reconnaître son caractère représentatif.

CHAPTER III

REPRESENTATIVE ASSOCIATIONS

4. The Minister shall assess the representative character of an association in the light of all the employees or employers in the construction industry throughout the territory of the Province of Québec, or within the territorial scope of a decree, as the case may be, and taking into account membership and the subscriptions collected.

The Lieutenant-Governor in Council, after consulting the parties, may make regulations establishing the procedure to be followed by any association wishing to have its representative character recognized.

Associations réputées représentatives.

5. Les associations suivantes sont réputées représentatives dans tout le Québec :

a) la Confédération des syndicats nationaux, à l'égard de la Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois, Inc. (C.S.N.) et des syndicats de la construction qui leur sont affiliés;

b) la Fédération des travailleurs du Québec, à l'égard du Conseil provincial des métiers de la construction, des conseils des métiers de la construction et des syndicats qui leur sont affiliés;

c) la Fédération de la construction du Québec, à l'égard des associations qui en sont membres;

d) l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec, Inc.;

e) l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec;

f) la Corporation des maîtres électriciens du Québec;

g) la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec.

Autres associations.

6. Le ministre doit reconnaître toute autre association comme représentative, dans tout le Québec ou dans une région déterminée, pourvu que les effectifs de l'ensemble de cette association et des associations qu'elle groupe ou qui lui sont affiliées soient d'au moins vingt pour cent du nombre des salariés ou, suivant le cas, des employeurs, dans tout le Québec ou dans cette région.

Territoire régi auparavant par une ordonnance, etc.

7. En tout temps, une association qui désire être reconnue comme représentative dans un territoire régi auparavant par une ordonnance, par une convention collective ou par un décret au sens de la Loi des décrets de convention collective ou au sens de la présente loi, doit en faire la demande au ministre. Lorsqu'il y a un tel décret en vigueur, elle doit en faire la demande au ministre entre le cent quatre-vingtième et le cent quarantième jour précédant la date d'expiration de ce décret; le ministre doit communiquer sa décision à tous les intéressés au plus tard cent vingt jours avant l'expiration de ce décret.

5. The following associations shall be deemed representative throughout the Province of Québec:

Associations deemed representative.

(a) the *Confédération des syndicats nationaux*, with respect to the *Fédération nationale des syndicats du bâtiment et du bois, Inc. (C.S.N.)* and the construction syndicates affiliated with them;

(b) the Québec Federation of Labour with respect to the *Conseil provincial des métiers de la construction*, the construction trades councils and the syndicates affiliated with them;

(c) la *Fédération de la construction du Québec*, with respect to the associations which are members thereof;

(d) the *Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec, Inc.*;

(e) the *Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec*;

(f) the Corporation of Master Electricians of Québec;

(g) the Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec.

6. The Minister shall recognize any other association as representative, throughout the Province of Québec or in any stated region, provided that the membership of such association and of the associations which it comprises or which are affiliated with it, taken as a whole, is at least twenty per cent of the number of the employees, or of the employers, as the case may be, in the whole of the Province of Québec or in such region.

Other associations.

7. At any time, an association wishing to be recognized as representative in a territory formerly governed by an ordinance, collective agreement or decree within the meaning of the Collective Agreement Decrees Act or of this act, must apply therefor to the Minister. When such a decree is in force, such association must apply therefor to the Minister between the one hundred and eightieth and the one hundred and fortieth days preceding the date of expiration of such decree; the Minister shall communicate his decision to all interested parties not later than one hundred and twenty days before the expiration of such decree.

Territory formerly governed by ordinance, etc.

Effectifs
minima.

8. Aucune convention collective ne peut être conclue en vue de l'adoption d'un décret pour un territoire si, cent vingt jours avant l'expiration du décret en vigueur, les effectifs de l'ensemble des associations de salariés et des associations qu'elles groupent ou qui leur sont affiliées sont devenus inférieurs, dans ce territoire, à vingt pour cent du nombre des salariés de l'industrie de la construction de ce territoire.

Effectifs
insuffi-
sants.

En ce cas, dès que le décret en vertu de la Loi des décrets de convention collective ou en vertu de la présente loi est expiré, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après avoir consulté les associations représentatives dans tout le Québec, adopter une ordonnance dans le territoire régi jusque-là par ce décret ou cette convention collective. Cette ordonnance doit se limiter aux questions pécuniaires énumérées au premier alinéa de l'article 28, lesquelles ne doivent pas être inférieures à celles qui existaient dans le décret antérieur. Le ministre ou tout comité paritaire qu'il désigne est chargé de l'application de cette ordonnance. Une telle ordonnance a les mêmes effets qu'un décret.

8. No collective agreement shall be made with a view to the adoption of a decree for a territory if, one hundred and twenty days before the expiration of the decree in force, the membership of all the associations of employees and of the associations which they comprise or which are affiliated with them has become less, in such territory, than twenty per cent of the number of the employees in the construction industry in such territory.

Minimum
member-
ship.

In such case, upon the expiration of the decree under the Collective Agreement Decrees Act or under this act, the Lieutenant-Governor in Council may, after having consulted the representative associations throughout the Province of Québec, make an ordinance in the territory theretofore governed by such decree or collective agreement. Such ordinance shall be limited to the pecuniary matters listed in the first paragraph of section 28, which shall not be less than those which existed under the previous decree. The Minister or any parity committee designated by him shall have charge of the carrying out of such ordinance. Such ordinance shall have the same effect as a decree.

Member-
ship
below
minimum.

CHAPITRE IV

NÉGOCIATIONS

Délai
pour com-
mencer
les négo-
ciations.

9. Les associations représentatives doivent commencer à négocier conjointement, une convention collective pour tout le Québec ou une région déterminée en vue de l'adoption ou du renouvellement d'un décret dans les cent vingt jours qui précèdent l'expiration de tout décret en vigueur, qu'il s'agisse d'un décret adopté en vertu de la présente loi ou d'un décret concernant la construction adopté en vertu de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143).

Avis si
aucun
décret
n'est en
vigueur.

Lorsque aucun tel décret n'est en vigueur, l'une des associations représentatives peut donner aux autres associations représentatives avis de son intention de négocier en vue de l'adoption d'un décret; les négociations doivent alors commencer dans les cent vingt jours qui suivent la date de cet avis.

CHAPTER IV

NEGOCIATIONS

9. The representative associations shall begin to negotiate jointly a collective agreement for the whole of the Province of Québec or a stated region, with a view to the adoption or renewal of a decree within one hundred and twenty days preceding the expiration of any decree in force, whether it is a decree adopted under this act or a decree respecting construction adopted under the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 143).

Delay to
begin.

When no such decree is in force, one of the representative associations may give to the other representative associations notice of its intention to negotiate with a view to the adoption of a decree; the negotiations must then begin within one hundred and twenty days following the date of such notice.

Notice
where no
decree in
force.

Diligence, etc. Ces négociations doivent se poursuivre avec diligence et de bonne foi.

Such negotiations shall be carried on diligently and in good faith. Diligence, etc.

Conciliateur. **10.** Si les négociations se sont poursuivies sans succès pendant soixante jours, l'une des parties peut demander au ministre de nommer un conciliateur.

10. If the negotiations have been carried on unsuccessfully for sixty days, any party may apply to the Minister for the appointment of a conciliation officer. Conciliation officer.

Idem. Sur réception de cette demande, le ministre nomme un conciliateur et le charge de rencontrer les parties et de tenter d'effectuer une entente.

Idem. Upon receipt of such application, the Minister shall appoint a conciliation officer and instruct him to meet the parties and endeavour to effect an agreement.

Idem. Le ministre peut aussi, de son chef, nommer un tel conciliateur.

Idem. The Minister may also, of his own motion, appoint such a conciliation officer.

Pouvoirs d'une association aux effectifs restreints. **11.** Si, à l'ouverture des négociations, les effectifs d'une association représentative et des associations qu'elle groupe ou qui lui sont affiliées n'excèdent pas cinq pour cent du nombre des salariés ou, suivant le cas, cinq pour cent du nombre des employeurs de sa catégorie dans le champ d'application territorial du décret en vigueur, en vertu de la Loi des décrets de convention collective ou en vertu de la présente loi ou de la convention collective, cette association peut participer aux négociations, mais elle ne peut empêcher la conclusion d'une convention collective.

11. If, at the opening of the negotiations, the membership of a representative association and of the associations which it comprises or which are affiliated with it does not exceed five per cent of the number of employees, or five per cent of the number of employers of its class, as the case may be, within the territorial scope of the decree in force, under the Collective Agreement Decrees Act or this act or the collective agreement, such association may participate in the negotiations, but it cannot prevent the making of a collective agreement. Limited powers of association with small membership.

Vérification des effectifs. La vérification des effectifs avant les négociations pour un premier décret en vertu de la présente loi, se fait dans le territoire décrit dans tout décret de la construction adopté en vertu de la Loi des décrets de convention collective.

Verification of membership before negotiations for a first decree under this act shall be effected in the territory described in any construction decree adopted under the Collective Agreement Decrees Acts. Verification of membership.

Idem. Cette vérification de même que toute vérification avant les négociations pour un décret ultérieur, n'a pas pour effet d'empêcher la fusion de plusieurs décrets ou la modification du champ d'application territorial d'un décret de la construction adopté en vertu de la Loi des décrets de convention collective ou d'un décret adopté en vertu de la présente loi.

Idem. Such verification, and any verification prior to negotiations for a later decree, shall not have the effect of preventing the combination of several decrees or the change of the territorial scope of any construction decree adopted under the Collective Agreement Decrees Act or of a decree adopted under this act.

Grève ou lock-out. **12.** La grève ou le lock-out est permis à l'expiration de tout décret adopté en vertu de la présente loi ou en vertu de la Loi des décrets de convention collective. Le différend peut être déféré à un conseil d'arbitrage conformément au Code du travail et du consentement de toutes les associations d'employeurs représentatives groupant chacune au moins cinq pour cent des employeurs de sa catégorie, et

12. Strikes or lock-outs are permitted at the expiration of any decree adopted under this act or under the Collective Agreement Decrees Act. The dispute may be referred to a council of arbitration in accordance with the Labour Code and with the consent of all the representative employers' associations, each comprising at least five per cent of the employers of its class, and of all the representative

de toutes les associations représentatives de salariés groupant au moins cinq pour cent du nombre des salariés dans le champ d'application de ce décret.

Grève ou lock-out.

S'il n'y a pas de décret, la grève ou le lock-out est permis cent vingt jours après la réception de l'avis de négociations prévu à l'article 9.

Convention applicable à tous les métiers, etc.

13. Toute convention collective conclue en vertu de la présente loi doit fixer les conditions de travail applicables à tous les métiers et emplois de l'industrie de la construction dans le territoire pour lequel cette convention est conclue; une seule convention collective peut être conclue pour ce territoire à l'égard de ces métiers et emplois.

Convention applicable à tous les employeurs.

La convention collective conclue par une association d'employeurs lie tous les employeurs membres de cette association auxquels elle est susceptible de s'appliquer, y compris ceux qui y adhèrent ultérieurement.

associations of employees comprising at least five per cent of the number of employees within the scope of such decree.

If there is no decree, strikes or lock-outs are permitted one hundred and twenty days after receipt of the notice of negotiations provided for in section 9.

Strikes or lock-outs.

13. Any collective agreement made under this act shall determine the conditions of employment applicable to all the trades and employments in the construction industry in the territory for which such agreement is made; one collective agreement only may be made for such territory with respect to such trades and employments.

Agreement applies to all trades, etc.

The collective agreement made by an employers' association shall bind all the employers who are members of such association to whom such agreement may apply, including those who later become members thereof.

All employers bound.

CHAPITRE V

EXTENSION JURIDIQUE

Arrêté en conseil.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête de toute association représentative qui a signé une convention collective, décréter que cette convention lie également tous les salariés et tous les employeurs de l'industrie de la construction dans le Québec ou dans une région déterminée.

Publication.

15. Les dispositions de la convention collective, qui doivent faire l'objet du décret selon le premier alinéa de l'article 28, sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, dans un journal publié en langue française et dans un journal publié en langue anglaise, avec avis de la réception d'une requête en demandant l'extension.

Enquête.

L'avis comporte que toute objection doit être formulée dans les trente jours. Le ministre peut ordonner la tenue d'une enquête sur le bien-fondé de la requête ou de toute objection formulée à l'encontre.

CHAPTER V

JURIDICAL EXTENSION

14. The Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of any representative association which has signed a collective agreement, may order that such agreement shall also bind all the employees and employers in the construction industry in the Province of Québec or in a stated region.

Order in council.

15. The provisions of the collective agreement, which are to be the subject of the decree in accordance with the first paragraph of section 28, shall be published in the *Québec Official Gazette*, in a newspaper published in the English language and in a newspaper published in the French language, with a notice of the receipt of a petition praying for its extension.

Publication.

The notice shall require that any opposition must be made within thirty days. The Minister may order the holding of an inquiry as to whether or not the petition or any objection thereto is well-founded.

Inquiry.

Recom-
manda-
tion par le
ministre.

16. À l'expiration du délai, ou après la tenue de l'enquête visée à l'article 15, le ministre peut recommander l'approbation de la requête par le lieutenant-gouverneur en conseil avec les modifications qu'il juge nécessaires et qui sont agréées par les parties représentatives signataires de la convention collective, et l'adoption d'un décret à cette fin.

Refus.

Dans le cas de refus d'une requête en extension juridique, le ministre doit motiver sa décision.

Entrée en
vigueur
du décret.

17. Le décret comportant l'approbation de la requête entre en vigueur à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, ou de toute date ultérieure qui y est fixée.

Prolonga-
tion, etc.,
du décret.

18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger ou abroger le décret, avec le consentement des associations représentatives.

Modifica-
tion du
décret.

Il peut aussi, sur la recommandation du ministre, modifier le décret avec le consentement des associations représentatives signataires de la convention collective et après publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

Entrée en
vigueur
du décret
d'abroga-
tion, etc.

Les dispositions de l'article 17 s'appliquent au décret d'abrogation ou de modification, mais non au décret de prolongation, lequel entre en vigueur à compter de son adoption mais doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle de Québec*.

Effet de la
publica-
tion.

19. La publication du décret dans la *Gazette officielle de Québec* rend non recevable toute contestation soulevant l'incapacité des parties à la convention collective, l'invalidité de cette dernière et l'insuffisance des avis; et à tous autres égards, elle crée généralement une présomption irréfragable établissant la légalité de tous les procédés relatifs à son adoption.

Effet du
décret.

20. L'adoption du décret rend obligatoires toutes les clauses de la convention collective; ses dispositions sont d'ordre public.

16. After the expiration of the delay, or after the holding of the inquiry contemplated in section 15, the Minister may recommend the approval of the petition by the Lieutenant-Governor in Council with such changes as he deems necessary and which are agreed to by the representative parties who signed the collective agreement, and the adoption of a decree for such purpose.

Recom-
menda-
tion by
Minister.

In the case of refusal of a petition for juridical extension, the Minister shall state the reasons for his decision.

Refusal.

17. The decree establishing the approval of the petition shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, or on a later date therein fixed.

Coming
into force
of decree.

18. The Lieutenant-Governor in Council may extend or repeal the decree, with the consent of the representative associations.

Exten-
sion, etc.,
of decree.

He may also, upon the recommendation of the Minister, amend the decree with the consent of the representative associations that signed the collective agreement and after publication of a notice to such effect in the *Québec Official Gazette*.

Amend-
ment of
decree.

The provisions of section 17 shall apply to the decree of repeal or of amendment, but not to the decree of extension, which shall come into force on the date of its adoption but must be published forthwith in the *Québec Official Gazette*.

Effective
date of
repeal,
etc.

19. The publication of the decree in the *Québec Official Gazette* shall bar any contestation alleging the incapacity of the parties to the collective agreement, the invalidity thereof and the insufficiency of notices; and, in all other respects, it shall create generally an irrebuttable presumption establishing the legality of all proceedings relating to its adoption.

Effect of
publi-
cation.

20. The adoption of the decree shall render all the clauses of the collective agreement obligatory; its provisions entail a matter of public order.

Effect of
decree.

Responsa-
bilité
solidaire.

21. Tout employeur professionnel qui passe un marché avec un sous-entrepreneur ou un sous-traitant, directement ou par intermédiaire, est solidairement responsable avec ce sous-entrepreneur ou ce sous-traitant et tout intermédiaire, du paiement du salaire fixé par le décret.

21. Every professional employer who makes an agreement with a sub-entrepreneur or a sub-contractor, directly or through an intermediary, shall be jointly and severally responsible with such sub-entrepreneur or sub-contractor and any intermediary, for the payment of the wage fixed by the decree.

Joint and
several
responsi-
bility.

Durée du
décret.

22. La durée du décret est d'au moins un an et d'au plus trois ans.

22. The term of a decree shall not be less than one year nor more than three years.

Term of
decree.

Grève,
etc.,
prohibée.

23. La grève et le lock-out sont prohibés pendant la durée d'un décret.

23. Strikes and lock-outs are prohibited during the term of a decree.

Strikes,
etc., pro-
hibited.

Ralentis-
sement
d'activités
prohibé.

24. Nulle association de salariés ou personne agissant dans l'intérêt d'une telle association ou d'un groupe de salariés ne doit ordonner, encourager ou appuyer un ralentissement d'activités destiné à limiter la production.

24. No association of employees or person acting in the interests of such an association or of any group of employees shall order, encourage or support a slackening of work designed to limit production.

Slacken-
ing of
work
forbidden.

Maintien
de
l'emploi.

25. Nul ne cesse d'être un salarié pour l'unique raison qu'il a cessé de travailler par suite d'une grève ou lock-out.

25. No person shall cease to be an employee for the sole reason that he has ceased to work in consequence of a strike or lock-out.

Em-
ployment
safe-
guarded.

Chantier
de \$25
millions
ou plus.

26. Avant l'appel d'offres ou, s'il n'y en a pas, avant l'adjudication d'un contrat pour des travaux de construction ou la mise en oeuvre d'un chantier comportant une dépense de \$25,000,000 ou plus en dehors du champ d'application territorial des décrets de la construction adoptés en vertu de la présente loi pour les régions de Québec et de Montréal, les propriétaires intéressés doivent en aviser le ministre.

26. Before calling for offers or, if no offer is made, before awarding a contract for construction work or putting a job site in operation entailing an expenditure of \$25,000,000 or more outside the territorial scope of the construction decrees adopted under this act for the Québec and Montreal regions, the property-owners concerned must notify the Minister thereof.

Job site
of \$25
million
or more.

Obligation
de
négocier.

Le ministre avise alors les associations représentatives et les propriétaires intéressés qu'ils doivent négocier de bonne foi afin de déterminer, s'il y a lieu, les conditions de travail particulières qui seront applicables à l'égard des travaux de construction visés à l'alinéa précédent. Si les négociations se sont poursuivies sans succès pendant trente jours, l'article 10 s'applique.

The Minister shall then notify the representative associations and the property-owners concerned that they must negotiate in good faith to determine, if the case arises, the particular conditions of employment which will apply to the construction works contemplated in the preceding paragraph. If the negotiations have been carried on unsuccessfully for thirty days, section 10 shall apply.

negotia-
tions
Oblig-
atory.

Modifica-
tion du
décret.

27. Toute entente qui intervient à la suite des négociations visées à l'article 26 peut faire l'objet d'une modification au décret ou d'un décret distinct pourvu que la procédure prévue aux articles 15 à 18 ait été suivie.

27. Any agreement made as a result of the negotiations contemplated in section 26 may be the subject of an amendment to the decree or of a separate decree, provided that the procedure prescribed in sections 15 to 18 has been followed.

Negotia-
tions obli-
gatory.

Exception.

L'article 26 et le présent article ne s'appliquent pas si un décret en vigueur dans tout le Québec régit ce genre de travaux.

Section 26 and this section shall not apply if a decree in force throughout the Province of Québec governs such kind of works.

Exception.

CHAPITRE VI

CONTENU DU DÉCRET

Classification des emplois, etc.

28. Le décret doit contenir des dispositions concernant la classification des emplois, la rémunération, le bulletin de paie, la durée du travail, les heures supplémentaires, les jours fériés, les congés payés, le délai-congé, le régime complémentaire de sécurité sociale, l'apprentissage et le rapport entre le nombre de salariés qualifiés et le nombre d'apprentis, la durée du décret et la procédure applicable pour la modification du décret.

Sécurité syndicale, etc.

Le décret doit aussi contenir des dispositions concernant la sécurité syndicale, y compris le précompte des cotisations, les délégués syndicaux, la procédure de règlement des griefs et l'exercice des recours des salariés contre les mesures disciplinaires prises par l'employeur.

Ancienneté, etc.

29. Le décret peut aussi contenir, sans que cette énumération soit limitative, des dispositions concernant l'ancienneté, les mouvements de main-d'oeuvre, les travaux par roulement, les travaux de nuit et les travaux du dimanche ainsi que les majorations de salaire, les primes, les indemnités et allocations diverses, les tableaux d'affichage, les vestiaires et les outils.

Arbitrage des griefs.

30. Tout grief portant sur un sujet visé au deuxième alinéa de l'article 28 ou sur l'ancienneté, les mouvements de main-d'oeuvre ou le tableau d'affichage doit être déféré à un arbitre unique. Cet arbitre est choisi par les parties au moment des négociations; à défaut d'entente, il est nommé d'office par le ministre parmi les personnes dont les noms apparaissent sur la liste dressée annuellement par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre en vertu du deuxième alinéa de l'article 66 du Code du travail.

Idem.

Lorsqu'il n'y a pas de décret, tout grief peut être soumis à l'arbitrage de la façon ci-dessus.

CHAPTER VI

CONTENT OF THE DECREE

28. The decree must contain provisions respecting the classification of employments, remuneration, payroll, working hours, overtime, holidays, vacations with pay, notice of dismissal, complementary social security plan, apprenticeship and the relation between the number of skilled employees and the number of apprentices, the term of the decree and the procedure for amending the decree.

Classification of employments, etc.

The decree must also contain provisions respecting union security, including the advance deduction of assessments, union delegates, the procedure for settling grievances and the exercise of employees' recourses against disciplinary measures taken by the employer.

Union security, etc.

29. The decree may also contain, without the enumeration being limitative, provisions respecting seniority, mobility of manpower, work in rotation, night work, Sunday work, and wage increases, bonuses, various indemnities and allowances, notice boards, cloakrooms and tools.

Seniority, etc.

30. Any grievance respecting a matter contemplated in the second paragraph of section 28, or respecting seniority, mobility of manpower or the notice board, shall be referred to a single arbitration officer. Such arbitration officer shall be chosen by the parties at the time of negotiation; failing agreement, he shall be appointed *ex officio* by the Minister from among the persons whose names appear on the list drawn up annually by the Advisory Council on Labour and Manpower under the second paragraph of section 66 of the Labour Code.

Arbitration of grievance.

When there is no decree, any grievance may be submitted to arbitration in the manner set forth above.

Idem.

Décision
arbitrale.

31. a) La décision arbitrale doit être rendue dans les soixante jours de la nomination de l'arbitre ou dans les cinq jours de la fin de l'enquête, au premier de ces termes; elle est sans appel et lie les parties.

Homolo-
gation.

b) Sur dépôt, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district qui est situé dans le champ d'application territorial du décret ou de la convention collective, d'une copie authentique d'une décision de l'arbitre, la cour peut, sur requête sommaire de l'association représentative ou de l'intéressé, homologuer avec dépens contre l'intimé, la décision, laquelle devient exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors de termes, le juge de la Cour supérieure a la même juridiction que la cour aux fins du présent article.

Exécu-
tion.

c) La décision de l'arbitre est exécutoire quinze jours après la date à laquelle elle a été homologuée.

Jugement
final.

d) Les jugements homologuant les décisions de l'arbitre sont définitifs et sans appel.

Comité
paritaire.

32. Les associations représentatives signataires d'une convention collective qui a fait l'objet d'un décret doivent constituer un comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance des dispositions du décret autres que celles qui sont visées à l'article 30.

Disposi-
tions
appli-
cables.

Le deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi des décrets de convention collective ainsi que les articles 17 à 37 de ladite loi s'appliquent à ce comité.

31. (a) The arbitration award shall be rendered within sixty days after the arbitration officer has been appointed or within five days of the end of the inquiry, whichever period comes first; it shall be without appeal and shall bind the parties.

Arbitra-
tion
award.

(b) Upon the deposit, at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district which is situated within the territorial scope of the decree or collective agreement, of an authentic copy of an arbitration officer's award, the Court may, upon summary motion by the representative association or by the person concerned, homologate, with costs against the respondent, the award, which shall become executory in the same manner as any other judgment. During the judicial vacations or outside of term, a judge of the Superior Court shall have the same jurisdiction as the court for the purposes of this section.

Homolo-
gation.

(c) The award of the arbitration officer shall be executory fifteen days after the date on which it was homologated.

Execu-
tion.

(d) Judgments homologating awards of the arbitration officer shall be final and without appeal.

Judg-
ments
final.

32. Representative associations which have signed a collective agreement that has been the subject of a decree must form a parity committee to supervise and ensure the carrying out of the provisions of the decree other than those contemplated in section 30.

Parity
commit-
tee.

The second paragraph of section 16, and sections 17 to 37 of the Collective Agreement Decrees Act shall apply to such committee.

Provisions
to apply.

CHAPITRE VII

LIBERTÉ SYNDICALE

Droit des
salariés.

33. Tout salarié a droit d'appartenir à une association de salariés de son choix et de participer à ses activités et à son administration. Il peut cependant entre le cent quatre-vingtième et le cent quarantième jour précédant la date d'expiration du décret ou de la convention collective retirer son adhésion.

CHAPTER VII

FREEDOM OF ASSOCIATION

33. Every employee has the right to belong to an association of employees of his choice, and to participate in the activities and management thereof. Nevertheless he may resign his membership between the one hundred and eightieth and the one hundred and fortieth days before the date of expiry of the decree or collective agreement.

Em-
ployees'
rights.

Sollicita-
tion inter-
dite.

34. Personne ne peut, au nom ou pour le compte d'une association de salariés, solliciter, pendant les heures de travail, l'adhésion d'un salarié à une association.

34. No person, in the name or on behalf of an association of employees, shall, during working hours, solicit an employee to join an association.

Sollicita-
tion res-
tricted.

Réunions.

35. Une association de salariés ne doit tenir aucune réunion de ses membres au lieu du travail sans le consentement de l'employeur.

35. No association of employees shall hold any meeting of its members at the place of employment without the consent of the employer.

Meetings.

Droit
d'associa-
tion des
em-
ployeurs.

36. Tout employeur a droit d'appartenir à l'association d'employeurs de son choix et de participer à ses activités et à son administration.

36. Every employer has the right to belong to the employers' association of his choice and to participate in its activities and management.

Em-
ployer's
right of
associa-
tion.

Ingérence
dans une
associa-
tion de
salariés.

37. Aucun employeur, ni aucune personne agissant pour un employeur ou une association d'employeurs, ne doit chercher d'aucune manière à dominer, entraver ou financer la formation ou les activités d'une association de salariés, ni à y participer.

37. No employer, or person acting for an employer or an employers' association, shall in any manner seek to dominate, hinder or finance the formation or the activities of any association of employees, or to participate therein.

Interfer-
ing with
associa-
tion of
em-
ployees.

Id., dans
une asso-
ciation
d'em-
ployeurs.

Aucune association de salariés, ni aucune personne agissant pour le compte d'une telle association, ne doit adhérer à une association d'employeurs, ni ne doit chercher à dominer, entraver ou financer la formation ou les activités d'une telle association, ni à y participer.

No association of employees, or person acting on behalf of any such association, shall belong to an employers' association or seek to dominate, hinder or finance the formation or activities of any such association, or to participate therein.

Id., with
employers'
associa-
tion.

Intimida-
tion
contre les
membres
d'une as-
sociation
de sa-
lariés.

38. Aucun employeur, ni aucune personne agissant pour un employeur ou une association d'employeurs ne doit refuser d'embaucher ou licencier une personne parce qu'elle est membre ou membre du bureau d'une association, ni chercher à contraindre un salarié à s'abstenir de devenir membre ou membre du bureau d'une association de salariés ou à cesser de l'être par menace de renvoi, intimidation, imposition d'une peine disciplinaire, refus de l'avancement auquel il aurait normalement droit ou favoritisme dans la conduite ou répartition du travail.

38. No employer, or person acting for an employer or an employers' association, shall refuse to hire or lay-off any person because such person is a member or director of an association or endeavour to compel an employee to abstain from becoming or to cease being a member or director of an association of employees by a threat of dismissal, intimidation, imposition of a disciplinary penalty, refusal of the promotion he would normally be entitled to or favouritism in the control or distribution of work.

Intimida-
tion of
members
of asso-
ciation
of em-
ployees.

Restric-
tion.

Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher un employeur de mettre à pied, congédier ou déplacer un salarié pour un motif juste et suffisant dont la preuve lui incombe.

This section shall not have the effect of preventing an employer from suspending, dismissing or transferring an employee for a good and sufficient reason, proof of which shall devolve upon the employer.

Proviso.

Discrimi-
nation.

39. Une association de salariés ne peut exercer des mesures discriminatoires

39. No association of employees shall resort to discriminatory measures against

Discrimi-
nation.

contre un salarié pour la seule raison qu'il adhère à une autre association ou s'abstient d'adhérer à une association.

an employee for the sole reason that he belongs to another association or abstains from belonging to any association.

Discrimination dans l'embauchage.

40. Il est interdit à un employeur de refuser d'embaucher un salarié pour la seule raison que ce dernier ne lui a pas été présenté par l'entremise d'une association de salariés ou du bureau de placement d'une telle association.

40. No employer shall refuse to hire an employee for the sole reason that such employee was not referred to him through an association of employees or the employment bureau of such an association.

Discrimination against employee.

Discrimination.

41. Il est interdit à une association de salariés de refuser d'accepter comme membre un salarié parce que ce dernier n'a pas été embauché par l'entremise du bureau de placement de cette association.

41. No association of employees shall refuse to accept an employee as a member because such employee was not hired through the employment bureau of such association.

Idem.

Plainte au ministre.

42. Toute association représentative ou tout salarié peut soumettre au ministre toute plainte qui nait de l'application des dispositions du présent chapitre, au moyen d'un avis écrit qu'il doit lui faire parvenir dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle a eu lieu le fait dont il se plaint.

42. Any representative association or employee may submit to the Minister any complaint arising out of the application of the provisions of this chapter, by a notice in writing which he must send to the Minister within fifteen days after the date when the act of which he complains occurred.

Complaint to Minister.

Enquête, etc.

Le ministre peut alors nommer un enquêteur et le charger de lui faire rapport dans les huit jours qui suivent. Si huit jours après l'expiration de ce délai le salarié n'a pas reçu satisfaction, la question est soumise à un seul arbitre nommé par le ministre et choisi parmi les personnes dont les noms apparaissent sur la liste dressée annuellement par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre en vertu du deuxième alinéa de l'article 66 du Code du travail.

The Minister may then appoint an investigator and order such investigator to report to him within the following eight days. If eight days after the expiry of such delay the employee has not obtained satisfaction, the matter shall be submitted to a single arbitration officer appointed by the Minister and chosen from among the persons whose names appear on the list drawn up annually by the Advisory Council on Labour and Manpower under the second paragraph of section 66 of the Labour Code.

Investigation, etc.

Décision arbitrale.

La décision arbitrale doit être rendue dans les trente jours de la nomination de l'arbitre ou dans les cinq jours de la fin de l'enquête, au premier de ces termes. Elle a le même effet qu'une décision rendue en vertu de l'article 31.

The arbitration award shall be rendered within thirty days after the appointment of the arbitration officer or within five days after the end of the inquiry, whichever period comes first. It shall have the same effect as an award rendered under section 31.

Arbitration award.

Fardeau de la preuve.

43. Si le salarié établit à la satisfaction de l'arbitre qu'il exerce un droit lui résultant du présent chapitre, il incombe à l'association de salariés ou à l'employeur, suivant le cas, de prouver qu'il avait un motif juste et suffisant de poser le geste dont le salarié s'est plaint.

43. If the employee shows to the satisfaction of the arbitration officer that he exercises a right granted to him by this chapter, the burden of proof that there was good and sufficient reason to do what the employee complained of shall be upon the association of employees or the employer, as the case may be.

Burden of proof.

Réinté-
gration,
du sala-
rié, etc.

44. L'arbitre peut ordonner à l'employeur de réintégrer le salarié dans son emploi dans les huit jours qui suivent la signification de la décision, avec tous ses droits et privilèges et de lui payer, à titre d'indemnité, l'équivalent du salaire et des autres avantages dont il a été privé illégalement.

Idem.

L'arbitre peut aussi ordonner à l'association de salariés de réintégrer le salarié dans ses rangs avec le maintien des avantages dont il a été privé illégalement.

44. The arbitration officer may order the employer to reinstate the employee in his employ within eight days after the service of the decision, with all his rights and privileges, and to pay him, as an indemnity, the equivalent of the wages and other advantages of which he was unlawfully deprived.

Reinstatement, etc.

The arbitration officer may also order the association of employees to reinstate the employee in its ranks, and to maintain the advantages of which he was illegally deprived.

Idem.

CHAPITRE VIII

SÉCURITÉ SYNDICALE

Choix de
l'associa-
tion
sauve-
gardé.

45. Toute clause de sécurité syndicale ayant pour effet de priver un salarié du droit d'appartenir à l'association de salariés représentative de son choix est interdite.

Pré-
compte
de la coti-
sation
syndicale.

46. Tout employeur est tenu d'honorer l'autorisation écrite et irrévocable donnée par tout salarié de précompter chaque semaine sur son salaire le montant de la cotisation syndicale au bénéfice de l'association représentative indiquée. L'employeur doit remettre chaque mois à l'association qui y a droit les montants ainsi précomptés avec un bordereau nominatif.

Avis de
révoca-
tion.

Si l'employeur reçoit un avis de révocation dans le délai fixé à l'article 33, il doit en remettre une copie à l'association intéressée.

45. Any union security clause having the effect of depriving an employee of the right to belong to the representative association of employees of his choice is prohibited.

Choice of
association
safe-
guarded.

46. Every employer must honour the written, voluntary and revocable authorization given by any employee to deduct in advance each week from his wages the amount of the union assessment in favour of the representative association indicated. The employer must remit monthly to the association entitled thereto the amounts so deducted in advance, with a statement by names.

Deduc-
tion of
union
assess-
ment.

If the employer receives a notice of revocation within the delay fixed in section 33, he shall send a copy thereof to the interested association.

Notice of
revoca-
tion.

CHAPITRE IX

COMMISSION MIXTE

Commis-
sion con-
sultative
mixte.

47. Une commission consultative mixte est instituée. Cette commission a notamment pour fonction de faire des recommandations au ministre pour:

a) l'uniformisation des définitions des métiers et emplois, des normes d'apprentissage, des certificats de qualification et des congés payés;

CHAPTER IX

JOINT COMMISSION

47. A joint advisory commission is established. The function of such commission shall be, in particular, to make recommendations to the Minister respecting;

Joint
advisory
commis-
sion.

(a) the standardization of the definitions of trades and employments, standards of apprenticeship, certificates of competency and vacations with pay;

b) le règlement des conflits de compétence;

c) l'uniformisation des régimes existants de sécurité sociale en vue de l'établissement d'un régime complémentaire unique de sécurité sociale;

d) la délimitation du champ d'application territorial des décrets;

e) les bureaux de placement des associations de salariés.

Composition de la commission.

48. Cette commission est composée d'un représentant du ministère du travail et de la main-d'oeuvre, désigné par le ministre, de quatre représentants choisis par les associations de salariés représentatives, dont deux de la Fédération des travailleurs du Québec et deux de la Confédération des syndicats nationaux, et de quatre représentants choisis par les associations d'employeurs représentatives. Le représentant du ministre du travail et de la main-d'oeuvre est d'office président de la commission.

(b) the settlement of conflicts of jurisdiction;

(c) the standardization of existing social security plans with a view to establishing a single complementary social security plan;

(d) the delimitation of the territorial scope of the decrees;

(e) employment bureaux of associations of employees.

48. Such commission shall consist of one representative of the Department of Labour and Manpower, designated by the Minister, four representatives chosen from the representative associations of employees, two of whom shall be from the *Fédération des Travailleurs du Québec* and two from the *Confédération des syndicats nationaux*, and four representatives chosen by the representative employers' associations. The representative of the Minister of Labour and Manpower shall be *ex officio* the president of the commission.

Composition of commission.

CHAPITRE X

PROCÉDURE

S.R., c. 143, aa. 49-62, applicables.

49. Les articles 49 à 62 de la Loi des décrets de convention collective s'appliquent *mutatis mutandis*, comme s'ils étaient partie intégrante de la présente loi.

Recours des salariés exercés par association.

50. Toute association de salariés peut exercer, à l'égard des sujets mentionnés au deuxième alinéa de l'article 28 ou à l'article 30, les recours que le décret ou la convention collective accorde à chacun des salariés qu'elle représente, sans avoir à justifier d'une cession de créance de l'intéressé.

Prescription.

51. Les droits et recours qui naissent d'une décision arbitrale rendue conformément à l'article 31 se prescrivent par six mois à compter du jour où la cause d'action a pris naissance. Le recours à la procédure de règlement des griefs interromp la prescription.

Infraction et peine.

52. Toute association représentative qui fait défaut de négocier conformément à l'article 9, commet une infraction et est

CHAPTER X

PROCEDURE

49. Sections 49 to 62 of the Collective Agreement Decrees Act shall apply *mutatis mutandis* as if they were an integral part of this act.

50. Any association of employees may exercise, with respect to the matters mentioned in the second paragraph of section 28 or in section 30, the recourses which the decree or the collective agreement grants to each of the employees whom it represents, without being required to prove that the interested party has assigned his claim.

51. The rights and recourses arising out of an arbitration award rendered in accordance with section 31 shall be prescribed by six months from the day when the cause of action arose. Recourse to the procedure of settlement of grievances shall interrupt prescription.

52. Every representative association which fails to negotiate in accordance with section 9 shall be guilty of an offence

S.R., c. 143, ss. 49-62, to apply.

Employees' recourses exercised by association.

Prescription.

Offence and penalty.

passible d'une amende de cent à mille dollars pour chaque jour ou fraction de jour que dure l'infraction.

and liable to a fine of one hundred to one thousand dollars for each day or part of a day during which such offence continues.

CHAPITRE XI

CHAPTER XI

PÉNALITÉ

PENALTIES

Grève et
lock-out
illégaux.

53. Quiconque déclare ou provoque une grève ou un lock-out contrairement aux dispositions de la présente loi, ou y participe, est passible, s'il s'agit d'un employeur, d'une association, d'un membre du bureau ou d'un représentant d'une association, d'une amende de cent à mille dollars pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette grève ou ce lock-out existe et dans tous autres cas, d'une amende de dix à cinquante dollars pour chaque jour ou partie de jour.

53. Any person declaring or instigating a strike or lock-out contrary to this act, or participating therein, shall be liable, in the case of an employer, an association, a director or a representative of an association, to a fine of one hundred to one thousand dollars for each day or part of a day during which such strike or lock-out exists and, in all other cases, to a fine of ten to fifty dollars for each day or part of a day. Irregular strike, etc.

Violation
d'un
décret,
etc.

54. Quiconque viole un décret ou un règlement rendu obligatoire commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de cinquante à cent dollars.

54. Any person who violates a decree or a regulation which has become obligatory commits an offence and shall be liable, in addition to the costs, to a fine of fifty dollars to one hundred dollars. Violation of a decree, etc.

Tentative,
etc., de
commettre
des actes
illégaux.

55. Quiconque tente de commettre un des actes illégaux ci-dessus prévus, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre un tel acte, est passible de la pénalité prévue pour tel acte.

55. Any person who attempts to commit any of the illegal acts above provided, or aids or incites any person to commit or attempt to commit such an act, shall be liable to the penalty provided for such act. Attempt, etc., to commit offence.

Autres in-
fractions.

56. Sous réserve des articles 53, 54 et 55, quiconque commet une infraction à la présente loi est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au moins cent et d'au plus cinq cents dollars et pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins cinq cents et d'au plus deux mille dollars.

56. Subject to sections 53, 54 and 55, any person who commits an infringement of this act shall be liable, in addition to the costs, to a fine of not less than one hundred nor more than five hundred dollars and for each subsequent offence within two years, to a fine of not less than five hundred nor more than two thousand dollars. Unspecified infringements.

S.R., c.
143, aa.
39-45,
applica-
bles.

57. Les articles 39 à 45 de la Loi des décrets de convention collective s'appliquent *mutatis mutandis* comme s'ils étaient partie intégrante de la présente loi.

57. Sections 39 to 45 of the Collective Agreement Decrees Act shall apply *mutatis mutandis* as if they were an integral part of this act. R.S., c. 143, ss. 39-45, to apply.

CHAPITRE XII

CHAPTER XII

RÉGLEMENTATION

REGULATIONS

Règle-
ments.

58. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tout règlement jugé néces-

58. The Lieutenant-Governor in Council may make any regulation deemed Regulations.

saire pour donner effet aux dispositions de la présente loi. Ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

necessary to give effect to the provisions of this act. Such regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

S.R., cc. 141, 143, non applicables. **59.** Les dispositions du Code du travail et de la Loi des décrets de convention collective ne s'appliquent pas dans l'industrie de la construction, sauf au cas de mention expresse.

S.R., c. 141, a. 27, mod. **60.** L'article 27 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141) est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne, les mots « et l'industrie de la construction ».

S.R., c. 143, a. 10, mod. **61.** L'article 10 de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143) est modifié en retranchant le paragraphe 5.

Règlements. **62.** Le lieutenant-gouverneur en conseil doit édicter des règlements à la suite des recommandations de la commission mixte portant sur le paragraphe *e* de l'article 47. Entre-temps, toute convention collective conclue après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ne peut contenir de dispositions concernant le placement.

Parties constituantes des comités paritaires. **63.** Au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les parties représentatives mentionnées à l'article 5 deviennent de plein droit parties constituantes de chacun des comités paritaires responsables de l'application des décrets visés par la présente loi.

Date d'expiration de l'accréditation, etc. **64.** Les certificats d'accréditation et les conventions collectives en vigueur dans l'industrie de la construction le 18 décembre 1968, demeurent en vigueur jusqu'à la date d'expiration du décret dans le territoire où ils sont en vigueur. Les certificats d'accréditation émis pour tout le Québec, demeurent en vigueur jusqu'à

CHAPTER XIII

TRANSITIONAL PROVISIONS

R.S., cc. 141, 143, not to apply. **59.** The provisions of the Labour Code and the Collective Agreement Decrees Act shall not apply to the construction industry except where express mention thereof is made.

R.S., c. 141, s. 27, am. **60.** Section 27 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141) is amended by striking out the words "and the building industry" in the first and second lines.

R.S., c. 143, s. 10, am. **61.** Section 10 of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes, 1964, chapter 143) is amended by striking out subsection 5.

Regulations. **62.** The Lieutenant-Governor shall make regulations following the recommendations of the joint commission respecting sub-paragraph *e* of section 47. Meanwhile no collective agreement made after the date of coming into force of this act shall contain any provisions respecting placement.

Certain parties to parity committees. **63.** Upon the coming into force of this act, the representative parties mentioned in section 5 become *pleno jure* constituent parties to each of the parity committees responsible for the carrying out of the decrees contemplated by this act.

Certain certifications, etc., continued. **64.** Certificates of certification and collective agreements in force in the construction industry on the 18th of December 1968, shall remain in force until the date of expiry of the decree in the territory where they are in force. Certificates of certification issued for the whole of the Province of Québec shall remain

la date d'expiration du décret où l'employeur a son siège social ou sa principale place d'affaires.

in force until the date of expiry of the decree where the employer's corporate seat or principal place of business is situated.

Négociations pour remplacer certains décrets.

65. Dans le cas d'un décret de la construction en vertu de la Loi des décrets de convention collective qui expire entre le moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et le 30 avril 1969, les parties représentatives doivent entamer dès le 1er janvier 1969 des négociations en vue de l'adoption d'un décret en vertu de la présente loi.

65. In the case of a construction decree under the Collective Agreement Decrees Act which expires between the coming into force of this act and the 30th of April 1969, the representative parties shall commence, by the 1st of January 1969, negotiations with a view to the adoption of a decree under this act.

Negotiations to replace certain decrees.

Présomption du caractère représentatif de certaines associations.

66. Aux fins des négociations pour un premier décret en vertu de la présente loi ou pour une partie de décret en vigueur au moment de la sanction de la présente loi, une association représentative qui n'est pas partie contractante à un décret adopté en vertu de la Loi des décrets de convention collective, est présumée représenter moins de cinq pour cent du nombre des salariés ou moins de cinq pour cent du nombre des employeurs de sa catégorie au sens de l'article 11, sauf si elle établit qu'elle représente ce pourcentage conformément à l'article 4.

66. For the purposes of negotiations for a first decree under this act, or for a part of a decree in force at the time of sanction of this act, a representative association which is not a contracting party to a decree adopted under the Collective Agreement Decrees Act shall be presumed to represent less than five per cent of the number of employees or less than five per cent of the number of employers of its class within the meaning of section 11, unless it shows that it represents that percentage in accordance with section 4.

Presumption as to representative character of certain associations.

Pouvoir de prolonger un décret.

67. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande de toutes les parties, prolonger un décret au sens de la Loi des décrets de convention collective si les négociations ne sont pas terminées à cette date.

67. The Lieutenant-Governor in Council, upon the application of all the parties, may extend a decree within the meaning of the Collective Agreement Decrees Act if the negotiations are not terminated by such date.

Power to extend certain decrees.

Comités paritaires.

Les comités paritaires constitués en vertu de la Loi des décrets de convention collective continuent d'exister.

The parity committees constituted under the Collective Agreement Decrees Act shall continue to exist.

Parity committees.

Décrets demeurés en vigueur.

68. Les décrets de la construction adoptés depuis octobre 1968, resteront en vigueur jusqu'à la date prévue pour leur expiration ou au plus tard jusqu'au 1er avril 1970. Les parties représentatives énumérées à l'article 5 pourront, sous réserve de l'article 11, négocier les matières énumérées aux articles 28 et 29 non contenues dans un décret au sens de la Loi des décrets de convention collective.

68. The construction decrees adopted since October 1968 shall remain in force until the date prescribed for the expiry thereof or until but not after the 1st of April 1970. Subject to section 11, the representative parties listed in section 5 may negotiate the matters enumerated in sections 28 and 29 which are not contained in a decree within the meaning of the Collective Agreement Decrees Act.

Certain decrees to remain in force.

Hydro-Québec.

69. Nonobstant la présente loi, les dispositions du Code du travail s'appliquent à l'Hydro-Québec et à ses salariés

69. Notwithstanding this act, the provisions of the Labour Code shall apply to Hydro-Québec and to its employees

Hydro-Québec.

sur les chantiers Manicouagan, Outardes,
Gentilly et Témiscamingue Chute I pour
la durée des travaux en cours.

at the job sites at Manicouagan, Outardes,
Gentilly and Temiscamingue Falls 1, for
the duration of the work now in hand.

Entrée en
vigueur.

70. La présente loi entre en vigueur
le jour de sa sanction.

70. This act shall come into force on ^{Coming}
the day of its sanction. _{into force.}